

la voix des sans-papiers

bulletin du mouvement et des collectifs de lutte autonomes

NUMÉRO 6 • SPÉCIAL MALI • Mercredi 26 Octobre 2011 • 50 centimes

SOMMAIRE • page 2-3, SANS-PAPIERS DE DIALAFARA : L'or, c'est la misère de nos terres • page 3, Populations sinistrées par l'État • page 4-5, CAMILLE DE VITRY : « L'or nègre » : deux chapitres inédits • page 6-7, ARACF : L'uranium de Faléa • page 8, SISSOKO, COORDINATEUR CSP75 : L'orpaillage ? un leurre ; misons sur l'agriculture

L'OR DE KÉNIÉBA

C'est à l'extrême Ouest, tout près de la frontière avec le Sénégal, dans le cercle [département] de Kéniéba (région de Kayes) et, un peu plus au Nord, à Sadiola (cercle de Kayes), que se trouvent les plus importantes mines d'or en exploitation ; c'est, au propre et au figuré, dans ce Far West que se passe, depuis une vingtaine d'années, la ruée industrielle et financière occidentale vers l'or du Mali.

C'est le pays des premiers contreforts septentrionaux du massif du Fouta-Djalon (Guinée), là où la savane boisée fait place à un autre habitat naturel, la forêt-galerie ; grosso modo, le bassin de la rive droite de la Falémé (affluent du fleuve Sénégal) et la falaise de Tambaoura, longue, du nord au sud, de quelques centaines de kilomètres. Territoire riche s'il en est en flore et faune sauvage, en terres fertiles et paysages pittoresques, avant qu'en or ; riche en villages malinké héritiers d'une histoire séculaire non écrite, ayant conservé un corps social collectif solidaire (la propriété privée de la terre y est pratiquement inconnue).

C'est le « royaume du Bambouk » [*le Sud, en bambara*], l'ancien et mythique « pays de l'or » qui, objet des convoitises des puissances de jadis, avait fait, par le commerce transsaharien, la fabuleuse richesse des anciens et légendaires « empires » soudanais du Ghana et du Mali, avant la découverte de l'Amérique et la traite négrière transatlantique, puis la colonisation.

C'est encore l'éternelle malédiction de l'or qui se renouvelle, aujourd'hui, pour les habitants, atteignant soudainement une recrudescence sans exemple : les méthodes artisanales d'exploitation remplacées par l'exploitation capitaliste effrénée ; la quantité de la production multipliée par cent, par mille, seule mesure de la qualité de la vie ; le développement économique des statisticiens (le Mali est officiellement au troisième rang des producteurs d'or africains) qui s'accompagne de la régression sociale, de l'appauvrissement généralisé.

C'est, par surcroît, la malédiction nouvelle de l'uranium qui s'ajoute, qui s'est déjà ajoutée, à celle de l'or, dans l'extrême Sud du cercle, à Faléa, vaste enclave aux frontières du Sénégal et de la Guinée.

C'est pourquoi l'ARKF (association des ressortissants de Kéniéba en France), l'ARACF (association des ressortissants et amis de la commune de Faléa), avec le concours de l'association DIEL (droits ici et là-bas), organisent, les 22-24 novembre, et appellent les habitants au FORUM PARTICIPATIF DE SITAKILY, au cœur de la région minière : pour dénoncer le scandale des conditions de vie faites aux populations (dont une majorité d'enfants), pour les engager à la réappropriation de leurs vies et de leurs terres.

C'est aussi pourquoi des anciens sans-papiers maliens établis en France seront à Sitakily. Ils y seront au nom des collectifs de sans-papiers parisiens (CSP75), où les Maliens sont en majorité : pour rappeler que l'or de Kéniéba, l'or du Mali, ce n'est pas tant l'or du sous-sol que l'or des bras des migrants qui font vivre ces populations ; que l'or des structures solidaires qu'elles ont su conserver. Pour rappeler que leur pays est un pays d'anciennes coutumes et sagesses, gage d'avenir, que leur peuple est un peuple indompté, fier de sa culture et de son histoire.

La résistance passive est forte dans les régions minières. La rage et la révolte y couvent, les émeutes de Loulo en 2009, comme celles de Kédougou de l'autre côté de la frontière, le montrent – émeutes pareillement, sauvagement réprimées par les deux États. Pour aider à la transformation de cette résistance passive et de ces révoltes sporadiques en une impulsion active et suivie, afin que les populations prennent leur destin en main, c'est dans ce but que la CSP75 sera présente au Forum de Sitakily.

voix.sans.papiers@gmail.com • <http://www.lavoixdessspap.domainepublic.net>

L'or, c'est la misère de nos terres

Participent à l'interview quatre ressortissants de la commune de Dialafara, cercle de Kéniéba : Moussa Dramé (village de Daro), ancien sans-papiers de Saint-Bernard, Faïnke Mamoudou (Dialafara), ancien sans-papiers, Fily Danioko (Diokéba), sans-papiers et ancien mineur des mines de Sadiola et Niangoulama, et Anzoumane Sissoko (Monéa), ancien sans-papiers. Se joint à eux Wally Kanouté (cercle de Kayes), pour notamment nous dire avoir lui aussi cherché à travailler à Sadiola, il fut refusé et il est maintenant sans-papiers en France. Tous sont membres de la CSP75, Sissoko en est le coordinateur ; il est aussi membre de l'ARKF.

L'or dont regorge le sol de notre région n'est pas une richesse pour nous. Pour la population, c'est un malheur, une calamité, un des facteurs majeurs de sa pauvreté. Nous le savons mieux que quiconque, nous qui avons émigré à cause de cette vaste misère du peuple. L'argent des sans-papiers et anciens sans-papiers fait vivre nos familles et nos villages, autrement ils mourraient de faim. Nous sommes en première ligne dans cette question de l'or et de l'avenir de nos terres, nous sommes directement intéressés à faire la lumière : les mines sont-elles un facteur de développement, comme le prétendent les pouvoirs publics, ou bien de sous-développement croissant pour un peuple qu'on opprime de plus belle ?

Nous ne parlons pas des vols, des exportations illégales de l'or (en fait, la plus grande partie de la production, qu'elle vienne ou non des grandes mines). Dans les régions aurifères du Mali, il y a un double système-mines : intérieur et extérieur aux exploitations. Du premier, peuvent témoigner les travailleurs sous-payés, s'épuisant dans des conditions extrêmes, inhumaines, atteints de toutes sortes de maladies, souvent mortelles.

Le second, l'extérieur, s'étend sur toute la société. C'est le système-corruption qui sévit à tous les niveaux, du dernier petit fonctionnaire aux castes dominantes de l'État. Ce « profitisme » notoire atteint son comble dans les régions aurifères. « *La chèvre broute là où elle est attachée* » : elle broute davantage là où le pâturage est le plus gras.

Peuvent en témoigner les populations qu'on rançonne, qu'on empoisonne jour après jour, qu'on décime après les avoir appauvries. Une décimation lente, qui ne dit pas son nom.

LE SYSTÈME-MINES VU DE L'INTÉRIEUR : TÉMOIGNAGE DE FILY

J'étais encore tout jeune quand j'ai commencé à travailler dans l'or. J'ai travaillé d'abord huit mois avec des ingénieurs chercheurs (des Sud-africains blancs) pour le compte d'une société minière à côté de notre village. L'or a été trouvé, un gisement important. J'ai demandé à travailler dans l'exploitation, j'ai essuyé un refus. On m'a même refusé le solde de ma paye, ce qui m'était dû pour la cessation du rapport de travail.

Sur ces huit mois, mon souvenir le plus vif est un épisode triste. Deux camarades de travail, malgré leurs résistances, ont été persuadés par l'ingénieur d'aller chercher des échantillons de terre dans une montagne interdite à cause du tabou. Quand ils sont revenus, le lendemain ils étaient tous deux malades. Ils sont décédés deux ou trois jours plus tard. Ces deux morts montrent à quels excès peut arriver le manque de respect des compagnies minières pour les bases culturelles des populations parmi lesquelles elles opèrent.

Or ? Or jaune, éfincelant, précieux ?... Ce peu d'or rendra blanc le noir ; fera le laid beau ; l'injuste, juste ; l'ignoble, noble ; le vieux, jeune ; le poltron, vaillant... Grands dieux, qu'est-ce là ?... Ce jaune esclave fera et défera les religions, fera bénir les maudits, adorer les lépreux, placera les voleurs, en leur donnant titre, hommage, et approbation, sur le banc des sénateurs... A moi, ô terre maudite ! universelle putain du genre humain...

Shakespeare

Ensuite, j'ai été embauché à la mine de Sadiola, puis à celle de Niangoulama. La société (sud-africaine) était la même, les conditions de travail et le salaire étaient aussi les mêmes. J'y ai travaillé à trois reprises, pour un total d'un an et demi entre 2000 et 2003, sous contrat. Je travaillais de 7h à 18h, une pause repas d'une demi-heure, cinq jours sur sept, 52 heures et demie par semaine. Par comparaison, en France je fais mes 35 h réglementaires : 17 heures et demie en moins.

Le travail était pénible, malsain : je posais les tuyaux pour l'écoulement de l'eau de nettoyage du minerai, dans cette eau nous mélangions en grande quantité des sacs et des bidons de produits chimiques. Je ne sais pas quels produits. On nous avait dit qu'ils étaient dangereux, mais rien des maladies qu'ils peuvent provoquer. On nous donnait des masques à porter, du lait en poudre à boire chaque jour. Mais beaucoup d'ouvriers étaient malades, tous les jours il y en avait qui étaient amenés à l'infirmerie. Rien que dans mon équipe de jour (60 personnes) il y a eu six morts de maladie pendant l'an et demi que j'ai travaillé dans cette mine. [*Une mortalité annuelle de 6,6%*]

Tout le monde dans les deux mines savait que les villageois alentour avaient beaucoup de problèmes causés par l'exploitation de l'or, trop de dégâts. Puits d'eau pollués – rien que de se laver avec cette eau, on avait des démangeaisons partout et plein de boutons – diarrhées importantes, nuages de poussière jusqu'à dix, vingt kilomètres à la ronde, causés par les explosions souterraines, etc.

LE SYSTÈME-MINES EXTÉRIEUR

La corruption est un véritable fléau dans des pays comme le Mali, où le peu de richesse nationale produite ne sert pas à élever le niveau de vie de la masse du peuple, mais à l'enrichissement d'une minorité installée aux bonnes places. Pour donner une idée de cela – jusqu'à quel point la corruption érigée en système est amplifiée dans les zones d'implantation minière – deux exemples suffiront ; ils touchent de près toute la population de ces zones.

Chez nous, il y a, outre les contrôles d'identité aux frontières, des contrôles internes, soit sur les grandes routes soit à l'entrée des villes importantes. Par exemple, il y a un poste fixe entre Kayes et Bamako, sur près de 500 km.

Prenons, dans notre région, le village de Monéa, à 120 km de Kayes. Auparavant, il n'y avait aucun contrôle sur la route, il y en avait un, fixe, à l'entrée de la ville ; il était facilement contourné en faisant descendre de voiture, à deux km de l'arrivée, les personnes dépourvues de documents, donc sujettes à une « taxe » – l'énorme majorité des villageois. Depuis l'exploitation de l'or par de grandes mines, les contrôles se sont multipliés sur les routes. Aujourd'hui, entre Monéa et Kayes il y en a trois et ils sont mobiles, donc non contournables. À chaque contrôle, les agents (policiers ou gendarmes) demandent le paiement de 500 francs CFA à toute personne sans document. Total allée-retour : 3 000 francs, beaucoup d'argent pour des paysans qui en manquent chroniquement.

Nous ignorons si de telles amendes sont légales, ce que nous savons c'est que ne le sont pas les modalités de perception.

Demandez aux agents un reçu, ils vous répondent qu'alors, avec reçu, la taxe double. Dites d'accord, et ils vous disent qu'ils n'ont plus de reçus ; il vous faudra attendre jusqu'au lendemain (en rase campagne) pour avoir votre reçu et pouvoir continuer votre voyage. Bien sûr vous payez ; et les 500 francs disparaissent dans les poches des agents contrôleurs hors de tout écrit et de tout contrôle.

Ceci se passe tous les jours dans tout le pays, mais tout spécialement dans notre région minière. Laquelle est ainsi devenue une mine d'un tout autre genre pour une autre espèce d'exploiteurs, les agents de l'État. C'est ainsi que ceux qui sont censés être au service du pays collaborent en fait activement à

sa spoliation quotidienne – au pillage de la partie la plus pauvre d'un pays parmi les plus pauvres du monde.

LA RONDE DES CAMIONS

Le deuxième exemple concerne tous les villages proches de la route pour Kayes, à savoir la majorité de la population de nos zones minières. Cette route, comme toutes celles de la partie la plus occidentale du Mali (sauf la route qui de Kayes mène à la frontière du Sénégal), est une ancienne piste, ni goudronnée ni bitumée ni en terre battue. Les camions qui la parcourent ne sont que ceux des mines et cela depuis des années ; ils vont à Kayes en continuation et surtout la nuit, au rythme infernal d'un tous les 10-15 minutes. Avant l'implantation des compagnies minières, il n'y avait dans nos villages qu'un « sous-développement » dignement vécu, maintenant il y a une extrême misère et, grâce aux camions, les conditions de santé les plus extrêmes.

Le bruit nocturne, sur une piste inappropriée à ce trafic et traversant la plupart des villages, c'est l'enfer : les villageois ne peuvent plus dormir. Mais il y a une pire, et ce sont les gros nuages de poussière soulevés à tout moment. La poussière se dépose partout dans les villages : sur les personnes, les animaux, sur les choses, l'eau, les aliments... Rien que pour le mil, la base de notre alimentation, ces poussières recouvrent la farine mise à sécher au soleil pour éviter l'acidification, forment dessus une couche qui la rend impropre à la consommation... Tous les problèmes sanitaires et même ceux de la pauvreté alimentaire sont ainsi énormément aggravés par cette ronde incessante de camions.

« Les camions » ajoute Fily « traversent nos villages à toute vitesse, ils écrasent nos moutons, nos chèvres, nos vaches, sans parler des poules... Souvent aussi des personnes, et ils ne s'arrêtent même pas. Si tu portes plainte, nos autorités elles font quoi ? elles te fichent une amende ! Nous sommes traités comme des esclaves. Mon petit frère – c'était vers dix heures du matin, une très bonne visibilité – il traversait la route sur une charrette traînée par son âne, un 4x4 d'une société de prospection de l'or a surgi à toute vitesse, a renversé l'âne, la charrette, tué l'âne, endommagé gravement la charrette, blessé très gravement mon frère à la cuisse gauche... Ma famille a porté plainte à Kéniéba, la justice n'a même pas condamné la société à payer les soins. Il a dû être opéré à Bamako, ça a coûté cher, très cher... Sans moi, sans l'argent de sans-papiers que je gagne en France, ma famille n'aurait jamais pu s'en sortir, mon frère jamais récupérer l'usage de sa jambe. »

Voilà ce que nous dénonçons, nous qui, par nos envois d'argent, permettons seuls la survie de nos familles, de nos villages. Tout cela est archi-connu par nos administrateurs, locaux, régionaux, nationaux, mais personne, depuis deux décennies que cela dure, personne ne fait rien pour améliorer cette situation inhumaine, néfaste à une population qui n'a certainement pas besoin d'un tel surcroît de malheur. Pendant tout ce temps les compagnies minières internationales ont gagné plein de milliards de dollars avec l'or extrait du sous-sol malien. Mais l'État malien n'a pas été capable d'exiger d'elles (qui pourtant en sont les principaux usagers et les seuls abuseurs) qu'elles goudronnent 250 km de route !

Pourquoi ?

[La CSP75 est aujourd'hui le plus important groupement autonome de lutte pour la régularisation des sans-papiers en France. 25 nationalités, venant de tous les continents, sont représentées en son sein, avec une majorité d'Africains de l'Ouest, et, parmi ceux-ci, de Maliens. Dans les dernières années La CSP75 s'est distinguée par deux luttes majeures, historiques dans le mouvement des sans-papiers à la fois par leur durée et par le nombre de participants : l'occupation de la Bourse du travail de Paris (mai 2008-juillet 2009) et celle des locaux de la Caisse primaire d'assurance maladie de la rue Baudelique, dans le 18^e arrondissement de Paris (juillet 2009-août 2010) : grâce au rapport de force créé envers les autorités françaises, ces deux luttes ont abouti à plus de 1100 régularisations.]

POPULATIONS SINISTRÉES PAR L'ÉTAT

Le cas du Mali est un modèle. Le mélange explosif formé par les multinationales, les grandes institutions internationales (Banque mondiale, FMI) et l'État national a fait tous les ravages qu'il pouvait, pour exploiter l'or : destruction de l'environnement, désolation des terres, dévastation des populations. Ce n'est pas l'or en tant qu'or la calamité, ce sont les conditions générales de sa production rentable. Ces conditions sont assurées par l'État – les populations sinistrées le sont avant tout par l'État.

Du désastre qui menace l'existence même des villages témoignent toutes les voix qui parlent dans ce numéro du journal. Les paysans sont expropriés de leurs droits collectifs sur leurs terres ancestrales, des bases de leur vie matérielle et culturelle. Ces populations (dites, encore récemment, « sans histoire » par les Occidentaux) sont riches d'une histoire non seulement multiforme, mais surtout *différente*. Revendiquer, contre l'État, des droits ancestraux inaliénables sur la terre, c'est revendiquer cette différence, donc la possibilité d'un avenir et d'un développement différents.

Sur le désastre qui frappe l'existence des ouvriers embauchés dans les mines apporte un témoignage (outre l'article ci-contre) la pétition des grévistes de la mine de Morila (Sud-est du Mali).

SOMADÉX est le sigle de « société malienne d'exploitation », Bouygues est la société française bien connue. Le manque d'espace nous permet une seule remarque. La mine de Morila a été fermée, celle de Loulo a été ouverte. La SOMADÉX a fait peau neuve, pris le nom de MARS – la société minière à l'origine des émeutes de Loulo en 2009...

À la mine d'or de Morila, dans le Sud du Mali, 530 mineurs employés par la société malienne SOMADÉX, filiale de Bouygues, sont contraints à une grève ouvrière illimitée, radiés de leurs droits, sans autorisation de l'inspection du travail. Leurs familles restent privées de revenus, d'accès aux soins et d'éducation.

Tombé à point nommé, l'incendie de deux bus au sein de la gendarmerie a permis de justifier l'accusation et l'emprisonnement de 32 mineurs innocents ; 9 d'entre eux sont encore incarcérés à la maison d'arrêt de Bougouni depuis le 14 septembre 2005. Tous ces faits sont aussi l'œuvre de la SOMADÉX.

Les raisons de la grève sont légitimes : contrats falsifiés, conditions de travail inacceptables : salaires, primes de rendement, heures supplémentaires et congés non payés, accidents de travail non pris en compte, licenciements abusifs, propos racistes et discriminatoires des expatriés français et cadres supérieurs africains, etc.

Les conséquences sociales et environnementales sont alarmantes : promesses non tenues concernant le développement des villages, construction de moulins, puits et barrages non fonctionnels, mare d'épandage des eaux usées de la mine, pollution des sols au cyanure et à l'arsenic, morts de troupeaux de moutons intoxiqués, etc.

Nous appelons toutes les forces syndicalistes, progressistes, tous les mouvements citoyens, les défenseurs des droits humains, à la pression internationale sur la multinationale Bouygues pour : - la réintégration des 530 mineurs dans l'entreprise SOMADÉX aux postes qu'ils occupaient ; - la libération immédiate des 9 détenus et l'abandon des poursuites injustifiées à leur encontre ; - la réouverture de réelles négociations pour l'amélioration des conditions de travail et des salaires et sur le respect de l'environnement.

Les mineurs grévistes de Morila (Sikasso), octobre 2005

la Voix des sans-papiers est téléchargeable gratuitement aussi sur mondialisme.org - rubrique vagabondages et d'autres sites (voir liste dans les numéros précédents)
Prochain numéro : PARIS-COURONNES, ZONE DE NON-DROIT ?

« L'or nègre » : deux chapitres inédits

Sadiola, la première mine d'or de la région de Kayes exploitée (depuis 1995) sur une base industrielle par des multinationales de l'or (IAMGOLD, canadienne, et ANGLOGOLD, sud-africaine, avec l'apport financier et la caution morale déterminante de la Banque mondiale), a, dès le début, montré l'envergure du système de pillage mis en place par ces multinationales appelées par le nouvel État malien après la « révolution de 1991 » et le nouveau « code minier » alors édicté : conditions de travail invalidantes et souvent mortelles pour les ouvriers, pollution généralisée des sols et des eaux par toutes sortes de déchets minéraux et chimiques, notamment le cyanure, « aide publique au développement » méthodiquement détournée de son but original, anéantissement des populations et de leurs bases matérielles, sociales et culturelles, de survie...

En 2002 et 2003 la journaliste reporter Camille de Vitry a longuement séjourné au Mali et notamment reporter dans la commune de Sadiola, tout à côté de la gigantesque blessure de la mine à ciel ouvert. Résultat de ce séjour et de ses enquêtes, un film-documentaire : *Le prix de l'or* (diptyque « les générations futures » et « la folie des hommes », visible sur www.daily-motion.com/camilledevitry). Recueillant entre autres témoignages ceux des ouvriers et de la population locale, ce film a révélé l'enfer minier et social instauré, sous les auspices de la Banque mondiale et de l'État malien et de ses deux présidents successifs Alpha Omar Konaré et Amadou Toumani Touré, dans ce coin d'Afrique oublié du monde.

François-Xavier Verschave, l'auteur bien connu de la *Françafrique*, s'était vivement intéressé aux découvertes de Camille et avait entrepris, avec sa collaboration, de les intégrer dans un projet de publication (en parallèle avec son livre *De la Françafrique à la Mafrafrique*) sur la mine d'or de Sadiola, projet arrêté par une mort prématurée. C'est alors que Camille a pensé à prendre elle-même la plume, si bien qu'en 2009 a paru *L'or nègre* (éditions Tahin party, téléchargeable gratuitement sur <http://orez.kofele.org>), livre que toute personne s'intéressant à l'exploitation des mines d'or de par le monde se doit d'avoir lu, et où il est montré entre autres comment les deux tiers environ de l'or de Sadiola s'envolaient, se volatilissant dans les soutes des avions des lignes intérieures maliennes affrétés par la SEMOS (société d'exploitation des mines d'or de Sadiola), la société formée par les deux multinationales mentionnées (actionnaires à 38% chacune), par la Banque mondiale (6%) et l'État malien lui-même (18%).

Toutefois les deux derniers chapitres du livre avaient été refusés par l'éditeur et remplacés par un chapitre assez anodin, laissant penser qu'au point final Camille s'était fait prendre au piège des démarches et déclarations officielles. Impression fautive. Le texte intégral et sulfureux des deux chapitres est aujourd'hui lisible sur Facebook, accompagné de photos éloquentes (http://www.facebook.com/note.php?saved&¬e_id=10150385674176187). Pour préparer ce numéro, *la Voix des sans-papiers* a demandé à Camille une contribution : les deux chapitres refusés sont publiés ci-après réduits en forme d'article et revus par elle, avec un supplément d'interview.

À Sadiola, début 2009, la seconde phase de l'étude épidémiologique est enfin restituée. La SEMOS m'invite tous frais payés (!) à l'atelier organisé pour cette occasion... J'y vais.

Je consacre la première journée à visiter les fondations *Partage* et *Pour l'enfance* à Bamako. Pourquoi ces visites ?

Parce qu'en 2003 j'appris que Mme Samaké – l'épouse de Samaké, « actionnaire caché » (Verschave) et vrai directeur de la SEMOS – travaillait à Bamako pour la société en charge d'affréter les vols quotidiens depuis la mine de Sadiola, et aussi pour la fondation *Partage* dans la même période.

CES PREMIÈRES DAMES-EN-OR

Aussi humanitaires l'une que l'autre, ces fondations jumelles furent créées en 1995 par les premières dames du Mali, épouses des présidents de la république successifs depuis la chute, en 1991, du président Moussa Traoré : madame Alpha Omar Konaré et madame Amadou Toumani Touré.

C'est justement en 1995 que Sadiola entre en production.

Nous soupçonnons fortement ces fondations d'être des machines à blanchir l'argent sale de l'or du Mali. Leur statut même leur permet d'ouvrir en une semaine un compte dans un paradis fiscal quelconque, d'y gérer des fonds opaques de façon tout aussi opaque.

Leurs sièges sont incroyablement luxueux : immeubles modernes et mobilier superbe – étonnant contraste pour des organismes chargés de secourir la crasse misère du monde ! Le courageux jeune fils de Sambala, premier adjoint à la commune de Sadiola, m'accompagne. Nous nous présentons avec un discours de circonstance :

« Créé nouvellement, le réseau OREZ – organisation des ressortissants à l'étranger des zones minières – a pour vocation d'étendre l'exemple de Sadiola à d'autres populations minières de par le monde. Nous cherchons des fonds pour développer notre activité et voudrions nous inspirer de votre propre réussite. Vous-mêmes, comment avez-vous fait au début pour financer votre fondation ? »

Réponse : de lourds non-dits éclairés de quelques gaffes. Les gars se mordaient la bouche pour ne pas citer les opérateurs miniers, mais c'est sorti quand même.

D'ailleurs à quelques mètres de la fondation *Partage*, un grand panneau : « Attention aux enfants, sortie d'école. Don de : ANGLOGOLD ASHANTI ».

Où les miniers se substituent à l'État défaillant...

Il faut noter que cette fondation était en germe dès les années 1980, c'est-à-dire sous Moussa Traoré : une infrastructure déjà conçue pour le blanchiment des revenus occultes des mines après Moussa ?

Fâcheuse habitude, dans les années 1980 l'État malien récupérait 100% des dividendes miniers – sous le règne du dictateur Moussa Traoré...

100% des dividendes, c'est probablement la raison de sa chute.

RÉVOLUTION... MINIERE

En 1991 émeutes et révoltes secouent le pays. La jeunesse étudiante marche à travers Bamako. Les soldats ouvrent le feu. Jeunesse sacrifiée...

Le chef de la garde personnelle du dictateur le renverse : formé en France, Amadou Toumani Touré organise des élections qui portent « démocratiquement » au pouvoir Alpha Oumar Konaré.

Ce dernier assouplit la législation minière jusqu'aux pauvres 20% au maximum légal que récupérait encore récemment l'État malien sur les ressources du pays. Grâce à la chute de Moussa, l'État se dépouille brutalement de ses dividendes.

Aux deux mandats présidentiels d'Alpha Oumar Konaré succèdent les deux d'Amadou Toumani Touré. Les exploitations minières battent leur plein. Le peuple souffre.

Au final, la spoliation exemplaire de l'or du Mali – et d'autres gisements d'Afrique occidentale révélés par cette ruée vers l'or. Un braquage de très haut vol ! Banque Mondiale, gouvernements complices, opérateurs miniers, barbouzes, marchands d'armes, dans une ronde infernale raclent jusqu'au dernier grain d'or de ces terres maudites...

Le surlendemain, au Sahel Club de Sadiola, se tiennent l'atelier et la restitution des résultats de l'étude épidémiologique. Sans surprise, ils sont excellents. Les seules pathologies « minières » affectant les populations semblent être les maladies respiratoires liées aux poussières.

C'est pourquoi cette étude a duré 6 ans : dans un premier temps, on constate, on jugule les causes des très nombreuses fausses couches provoquées chez les femmes dans six villages proches de la mine – neutralisation du cyanure dans les boues de Sadiola depuis 2003 [depuis le reportage de Camille et le passage calamiteux au traitement du minerai sulfuré nécessitant six fois plus de cyanure], rigoles étanches autour des installations de Yatela établies en 2004... (J'ajoute, concernant Yatela [village au bord

du marigot, avec 80% de fausses couches], qu'il s'agissait aussi, pour les exploitants, de récupérer l'or qui s'enfuyait à la saison des pluies en ruisselant des tas de cyanuration à ciel ouvert vers le marigot voisin... quel gâchis !...); dans un deuxième temps, on effectue un suivi des grossesses. Dès lors le taux de fécondité est normal sur l'ensemble de la commune.

Conclusion : des résultats très satisfaisants.

Des membres du gouvernement malien souhaitent répandre ces ateliers de concertation sur les autres sites miniers. Également, des représentants d'ANGLOGOLD et IAMGOLD sont présents pour divulguer « l'exemple de Sadiola » au sein de leurs entreprises...

Je n'aurais jamais osé rêver de tels résultats en 2002 !...

SUPPLÉMENT

Comme je l'ai dit dans mon livre, ces ateliers de concertation se répètent annuellement à Sadiola depuis 2003. Les populations y exposent leurs craintes et leurs espoirs. Les exploitants ont mis en place un système de prêts par micro-crédit afin d'aider les villageois à développer des activités « pérennes » – par exemple une boutique au bord de la route, une fabrique de savon, un garage... Cela fonctionne plutôt bien, chacun y trouve son compte.

Chacun y trouve son compte... En clair cela veut dire : des comptes minuscules pour quelques villageois et des comptes gigantesques pour les exploitants, pendant que continue la destruction des bases sociales et culturelles des premiers. Ne trouves-tu pas qu'alors le compte n'y est pas et que le micro-crédit n'est, en l'espèce, au bout du compte, qu'une énorme arnaque à peu de frais, une forme de corruption subtile des populations ?

Tout à fait. C'est cela... Ces petits commerces survivront-ils au départ programmé des sociétés minières ? – Double arnaque, donc...

Toujours dans le coin, les G.I.s étaient déjà durablement implantés en Afrique de l'ouest quand j'écrivais mon livre. Au Mali, les Touaregs se rebellaient une fois de plus, les trafics d'armes se multipliaient aux frontières. En Mauritanie, un coup d'État militaire renversait le pouvoir. Sous le couvert de la « lutte au terrorisme », les États-Unis équipaient et formaient déjà l'armée malienne – en concurrence avec la France ne voulant pas abandonner son pré-carré et équipant également encore cette armée.

À l'ouest, au Sénégal, sur la même veine aurifère que Sadiola, à Kédougou, éclataient des émeutes autour de l'implantation de nouvelles exploitations ; émeutes durement réprimées. Trois morts, des dizaines de blessés, de nombreux emprisonnements...

Quelques mois après la parution de mon livre, toujours sur cette même veine aurifère, au Mali cette fois, à Loulo, éclatent aussi des émeutes.

Cette mine de Loulo, inaugurée en 2005, exploitée par la société SOMILO, financée par des fonds entièrement privés – avec cependant l'État malien acquérant ses 10% d'actions supplémentaires (!), en sus des 10% de plein droit à l'ouverture de toute exploitation sur le sol malien... Cette mine... pour toute précaution environnementale, un gigantesque panneau, « Interdiction de filmer », barre son entrée gardée par des vigiles en armes, mitrailleuses et treillis militaires, les mêmes que lors du conflit en Afrique des Grands Lacs... L'impression est d'être en face d'une milice congolaise !

À Loulo comme à Tabakoto – deux exploitations jumelles au sud de Sadiola.

À Loulo, le signal fut donné par les femmes... Elles marchèrent sur la mine avec leurs enfants. Mon sentiment, en tant que femme, et ayant moi-même révélé le problème des fausses couches de Sadiola (sujet tabou s'il en est chez les populations de cette zone minière), est que les motifs ne se résument pas à ceux dont a parlé la presse : conditions de travail et non-

L'exploitation de la mine a drainé un afflux massif de population : mineurs (souvent célibataires), camionneurs, hommes en quête de travail – d'où la dégradation des mœurs de notre commune, la démultiplication de la prostitution professionnelle ou occasionnelle. En conséquence, la propagation alarmante du VIH dans notre région.

Ces ouvriers travaillent dans des conditions dangereuses : conduite de véhicules vétustes, respiration permanente de poussières, exposition aux émanations toxiques des produits de traitement. Nous constatons le décès ou l'invalidité de dizaines d'ouvriers de l'exploitation.

L'extraction du minerai comme la circulation de véhicules de fort tonnage sur la route Sadiola-Kayes, non bitumée, génère des poussières très importantes en particules respirables, chargées d'arsenic, plomb, cadmium, antimoine.

Le minerai est traité au cyanure utilisé par dizaines de milliers de tonnes, et rejeté dans le bassin de boues de Sadiola dépourvu de tout revêtement ou, pour l'exploitation annexe de Yatela, revêtu d'un film plastique sans aucun contrôle des eaux de surface ou souterraines.

Nous constatons de nombreuses fausses couches et décès d'enfants en bas âge dans les villages les plus exposés lors des débordements des bassins à boues.

Nous constatons la perte de cheptel ovin et bovin, la perte de terres cultivables, la violation de nos sites sacrés.

Nous sommes préoccupés du drainage acide minier généré par l'extraction de minerai sulfuré depuis 2002, provoquant à moyen et long terme l'infiltration de métaux lourds jusqu'aux nappes phréatiques.

L'eau, l'air et la terre de Sadiola sont menacés. La survie de notre population est menacée.

Aujourd'hui se profile la calamité écologique sur notre région. Demain, qu'en sera-t-il de Sadiola ?

Enfin, les exploitations minières se multiplient sur le Mali. À Syama, aujourd'hui désaffectée, les populations meurent tout doucement de maladies non diagnostiquées. Les eaux souterraines et les eaux de ruissellement sont polluées. Les mines de Morila, Loulo sont entrées à leur tour en production. Les explorations se poursuivent intensivement sur tout le territoire malien...

Le maire de Sadiola, Forum des peuples de Sidiby, 3 juin 2003 (extraits)

embauche de la main-d'œuvre locale. Les fausses couches que déjà subissaient très probablement les villageoises à cause de la contamination des eaux de boisson par les produits de traitement et notamment le cyanure, voilà le motif qui dut faire bouger d'abord les femmes !

Devant la mine les attendait l'armée malienne. Les soldats tirèrent, poursuivirent les femmes et les enfants à travers les villages... Des dizaines de blessés et de viols, des centaines d'emprisonnements, pendant des mois, sans jugement...

En Occident, un faisceau de solidarité se forma pour obtenir la libération des prisonniers, pour venir en aide à ces populations sinistrées par l'État... Remèdes éphémères. Le vrai travail reste à faire pour guérir les plaies profondes de cette terre maudite par ses richesses.

[NOTE de Sissoko sur la chute de Moussa Traoré. Je me souviens de la révolution de 1991, elle ne fut pas que le fait de la capitale ; à 400 km de là, près de Loulo, je travaillais à l'orpaillage traditionnel ; des ouvriers de la mine tuèrent un soldat-policier, symbole de la dictature, ils voulaient, par leur geste, signifier leur soif de libération. Je me souviens d'une dictature véritable qui imposait aux villages le travail forcé au profit des dignitaires du régime ; pour ceux qui résistaient, une seule issue, la prison sans autre forme de procès. Malheureusement, aujourd'hui la situation du peuple est telle que beaucoup regrettent le temps du dictateur.]

L'URANIUM DE FALÉA

La commune rurale de Faléa est une assez vaste enclave (400 km²) à l'extrême Sud-ouest du Mali, située dans le prolongement de la chaîne de montagnes du Fouta-Djalon aux frontières de la Guinée et du Sénégal, coupée du reste du Mali et du monde pendant six mois de l'année, à l'hivernage, faute de ponts, par le fleuve Falémé au nord-est. Pour aider à son désenclavement et développement, une association, l'ARACF, s'est constituée à Bamako il y a une dizaine d'années, elle est présente aussi en France. *« Toute personne intéressée peut demander à s'inscrire, l'association est ouverte non seulement aux Falois de naissance, mais également à tous ceux qui adhèrent à ses buts, moi par exemple je suis natif de Kéniéba »*, nous dit Abdoulaye Ba, membre parisien de l'ARACF (et aussi de l'ARKE). Il poursuit :

En fait, vu l'énormité des problèmes, l'association a toujours manqué dans le passé de fonds adéquats aux projets proposés aux autorités politiques et aux partenaires financiers de l'État malien. Ce n'est que récemment, grâce aux adhérents et amis, et notamment à la solidarité de la section suisse du Forum civique européen, que nos possibilités ont augmenté. Nous avons pu installer une connexion internet et téléphone par satellite alimentée par un panneau solaire (il n'y a ni téléphone ni électricité à Faléa), doter le centre de santé de produits pharmaceutiques de base, ouvrir une radio pour informer la population dans les langues locales.

C'est par hasard, en tapant Faléa sur internet, que nous avons appris que des forages avaient commencé. La société canadienne Rockgate l'annonçait sur son site. Elle cherchait des financements en disant que d'après les estimations plusieurs milliers de tonnes de réserves d'uranium étaient probables. Rockgate, nous l'avons su par la suite, était déficitaire depuis deux ans, elle avait besoin d'argent. Au Mali, elle est présente à travers la filiale de Delta Exploration Inc. (son associée, et détentrice de l'autorisation d'exploration sous le nom d'une société de droit malien, la SOMADDEX). Mais Delta est également engagée dans des projets d'exploration d'uranium en Guinée et au Niger.

Le Niger, ce que nous en savions depuis que l'uranium y est exploité – pollution de l'environnement, abandon de l'agriculture, appauvrissement des populations, dissolution des rapports de solidarité, dégradation du tissu social, mobilité, nouveaux besoins engendrés... nous nous sommes dit : il faut bouger tout de suite si nous voulons sauver Faléa.

Many Camara (membre fondateur) a pris l'initiative, il a alerté les membres de Bamako, il est parti lui-même au

Mali. Nous avons loué un 4x4 pour qu'il se rende sur le terrain. Et, grâce aux solidarités déjà mentionnées, nous avons pu ouvrir un siège à Bamako avec un secrétaire permanent salarié.

Quatre mois s'étaient passés depuis notre découverte sur internet, et voilà ce que Many a découvert sur place : l'extension vers les habitations et à travers des espaces sacrés du village d'une vieille piste d'atterrissage construite dans les années 1980 par COGEMA (ancien nom d'AREVA), dont un des avions s'était écrasé sur les branches des grands fromagers de la cour de l'école !... *Ordre du préfet, a-t-on dit au maire : du préfet exécutant un ordre venu « d'en haut »*.

Many a pu prendre des photos, il a su que des milliers de carottes de minerai avaient été prélevées, que les conséquences étaient déjà importantes : du bétail, des animaux de basse-cour, des oiseaux sauvages, morts pour avoir bu de l'eau...

Nous avons créé un site [*Faléa21.org*] pour alerter l'opinion mondiale. Many a été invité à l'université d'été des Verts, il y est allé pour illustrer ce qui se passait à Faléa. Sur l'impulsion des parlementaires européens présents, une mission technique de la CRIIRAD [*commission de recherche et d'information indépendantes sur la radioactivité*], de Valence, s'est rendue sur place pour effectuer des prélèvements et des mesures.

Avec ceci, nous voilà en pleine actualité, Ba préfère *« laisser la parole à Many »*, c'est lui *« qui sait tout sur les derniers développement »*. Nous le rencontrons, de passage à Paris, quelques jours plus tard. Il vient de Bruxelles où il est intervenu à une réunion de la Commission des affaires sociales et de l'environnement de l'Assemblée parlementaire paritaire ACP-UE (Afrique-Caraïbes-Pacifique-Union européenne). Il y a illustré l'*« Exploration minière à Faléa, texte [voir encadré] et diapositives à l'appui »*. Sur l'écran de l'ordinateur défilent les images de Faléa (enfants, femmes, hommes et masques des *« génies protecteurs de la brousse »*, cheptel...), puis de la piste d'atterrissage, des engins, des forages dans les champs, les pâturages, des écoulements sauvages d'eau contaminée vers des points d'eau... Many explique :

C'est par des amis de LaRevueDurable (Fribourg, Suisse) qui a consacré à Faléa un important dossier (et là je voudrais rappeler aussi que des réalisations qu'a évoquées Ba ont été possibles grâce à des financements des villes de Genève et Zurich), c'est par ces amis que j'ai été mis en contact avec les Verts français. La mission de la CRIIRAD à Faléa a amélioré et complété l'étude du point zéro radiologique, renforcé la formation de

l'équipe locale de mesure de la radioactivité mise en place par l'ARACF, effectué des échantillonnages d'eaux, de boue, de terre, de toute la chaîne alimentaire : les résultats provisoires révèlent la pollution de l'eau et des sols causée par les forages, un niveau de radioactivité naturelle très élevée dans certaines zones, la non-application par Rockgate des précautions requises dans l'activité d'exploration, donc les risques élevés auxquels les populations sont d'ores et déjà exposées. Toutefois le plus important reste à faire : aucune étude hydrographique, hydrogéologique ou géochimique n'a pu être réalisée.

Le groupe européen des Verts a effectué au Mali, fin mars, une mission d'information auprès des départements techniques, des autorités politiques, de la société civile et de la presse. Les députées Eva Joly et Michèle Rivasi, après s'être rendues à Faléa, ont été reçues à Bamako le 29 mars par ATT [*Amadou Toumani Touré*].

Le président de la république leur a dit qu'il n'avait pas été informé de la situation réelle créée à Faléa par les prospections d'uranium ; il a remercié la mission scientifique et les deux députées pour être venues au Mali avant la phase d'exploitation ; il a promis qu'un membre de son cabinet irait à Faléa pour suspendre les activités de forage ; qu'il y irait lui-même ; que, si la population n'était pas d'accord, le permis d'exploitation ne serait pas délivré, et que sa préférence irait au développement agricole.

L'affirmation d'ATT (ne pas avoir été informé), franchement, me laisse sidéré. Ou plutôt, ce qu'il faudrait dire, c'est qu'il s'est fait prendre la main dans le sac. Lors de son passage à Bruxelles, quelques mois auparavant, qu'est-ce qu'il avait déclaré à la presse ? qu'il était parfaitement au courant, non seulement, mais qu'il veillait sur Faléa *« comme on surveille le lait sur le feu »* !

Le lendemain, 30 mars, donc, une feuille de route pour la mise en œuvre des promesses présidentielles a été communiquée par le ministère de l'environnement : étaient prévues une mission conjointe de terrain des différents services techniques centraux de l'État (elle devait produire son rapport au plus tard le 15 avril), plus une visite conjointe des ministres des mines et de l'environnement (avant fin avril).

Mais voilà que, ce même 30 mars, le gouvernement est renvoyé, que le 1^{er} avril un nouveau ministre des mines est nommé : Amadou Cissé. Celui-ci a fait cavalier seul à Faléa en ignorant royalement la feuille de route. Accompagné du directeur de la direction nationale de la géologie et des mines et de ses

ingénieurs, suivi de deux 4x4 bourrés de journalistes, il s'y est rendu pour marquer du sceau ministériel la campagne de désinformation lancée par Rockgate après la visite des deux députés européens. Ce ministre a fait tout un cinéma, il est allé jusqu'à lécher en public des carottes de minerai, à s'en frotter le visage, les bras : car, a-t-il proclamé, « l'uranium naturel n'est pas nocif » !

Le sommet de cette campagne d'intoxication a été atteint par *L'Essor* du 24 mai.

À l'écran s'affichent un dossier et un fichier. Le dossier contient, scannés, une grande photo en couleur et deux articles parus dans *L'Essor* (le quotidien gouvernemental, le seul à diffusion nationale). Dans la photo à la une, un engin de forage apparemment en action : en surimpression, au beau milieu, une légende : « *Les travaux de recherche sur le site se limitent à 369 trous de carottage* » ; au premier plan, deux ouvriers africains, en salopette rouge et casque blanc flambant neufs ; au second, l'opérateur de l'engin, un blanc ; la vue est prise de dos, sur fond de paysage boisé en perspective et ciel lumineux. Tout y est, et tout est clair et paisible, dans cette photo complétée de sa légende : ce sont la technique et le travail apportés par les firmes occidentales qui feront la prospérité des Africains, ceci ne saurait avoir que d'heureuses conséquences, négligeables sur l'environnement...

Les deux articles, consacrés chacun à un volet (or et uranium) de la visite (trois jours) du nouveau ministre Amadou Cissé dans la région de Kayes, sont on ne peut plus explicites. Le premier proclame dès son sous-titre : « *L'implantation d'une mine d'uranium contribuera à la croissance économique du pays et surtout à la création de richesses pour les 17 000 habitants de la commune* » ; et le second : « *Les mines d'or nécessitent d'importants investissements et génèrent de gros bénéfices dont le pays et les riverains attendent beaucoup* ». On remarquera le même tandem, réitéré : « *pays et habitants* », « *pays et riverains* »... Tandem prometteur et gagnant, dans l'optique gouvernementale : il s'agit de faire accroire au petit peuple de tout le pays que ses intérêts sont les mêmes que ceux du « *pays* » politique et de sa nomenclatura corrompue...

Many lit des passages du premier article, et sa voix s'indigne au fur et à mesure de la lecture. Ces mots du journaliste : « *Spéculations et supputations les plus fantaisistes sur le projet de recherche d'uranium* »... Ces autres du ministre : « *Nous avons reçu des instructions du président de la république, Amadou Toumani Touré... il n'y a pas de raison de ne pas aller au bout de l'ambition qui est de réaliser une mine d'uranium pour la première fois dans notre pays* »... Ceux du gérant de Delta : « *À ce stade du projet, il est incompatible de parler de radioactivité qui n'est possible que lorsque l'uranium est enrichi... l'uranium naturel n'est nullement offensif* »... Ceux du président de Rockgate : « *Les activités*

menées sur le site sont effectuées dans les règles de l'art », et : « *Nous avons réalisé toutes les études sur les aspects environnementaux et sociaux* »... Ceux du directeur national de la géologie et des mines : « *L'uranium à l'état naturel existe partout, c'est une substance naturelle comme tant d'autres* »... Et, pour finir, l'attribution « *au nombre des retombées de la future mine* » de ce qu'à Faléa ont réalisé l'ARACF et ses partenaires : le téléphone satellite, la connexion internet... !

À l'écran s'ouvre le fichier, c'est le texte du « *Droit de réponse* » de l'ARACF à l'article de *L'Essor*. Ses contre-vérités y sont démontées une à une. Many continue :

Face à cette campagne orchestrée par Rockgate, par le nouveau ministre et *L'Essor*, il y a eu une vaste et multiforme riposte de l'ARACF. Elle a su mobiliser les associations de la société civile et les médias maliens, interpellé Rockgate, les institutions responsables, la commission des mines de l'assemblée nationale (dont fait partie un des deux députés du cercle de Kéniéba), si bien que *L'Essor* d'abord, le ministre ensuite, ont été obligés, l'un de publier notre réponse, l'autre de convoquer une réunion des « *parties prenantes* » : le ministre lui-même, trois autres ministères et quatre services nationaux concernés, Delta, l'ARACF.

Cette réunion s'est tenue le 21 juin dernier. Outre la mise en place d'« *un cadre transparent d'information et de concertation* », a été décidée la remise à zéro de l'étude d'impact environnemental et social : Delta s'est engagée à la mener à bien conformément à la réglementation (encadrée et validée par les services compétents) pour juillet-août. Elle est à ce jour défaillante.

J'ajoute, pour finir, que les explorations concernent trois minerais : uranium, cuivre, argent. Rockgate est intéressée à l'exploitation des deux derniers. Reste l'uranium. De source diplomatique française sûre nous savons que l'exploitation sera sous-traitée à AREVA.

La suite ? Difficile à prévoir. Les jeux sont ouverts de part et d'autre. Beaucoup dépendra de notre capacité de mobilisation et d'initiative. Par exemple, pour faire inclure dans le projet de nouveau code minier des dispositions spéciales concernant l'uranium, en particulier l'obligation de réaliser les études préalables (hydrographiques, hydrogéologiques, géochimiques...) et la responsabilité environnementale et sociale des sociétés minières pendant toute la phase de recherche et prospection. Enfin, nous nous devons de savoir mettre en cause directement la responsabilité suprême du chef de l'État.

Je crois que le forum de Sitakily sera un moment important. Et ce sera un succès, malgré les efforts de nos adversaires pour le faire échouer.

Faléa est une commune de 17 000 habitants, répartis dans 21 villages ; les jeunes et les femmes y sont majoritaires. Faléa est enclavée et souffre de sous-équipement : pas de route goudronnée, pas d'électricité, un seul centre de santé avec un seul infirmier.

Sa biodiversité est exceptionnelle. La végétation y est abondante. La savane arborée et les cours d'eau sont encadrés par des forêts-galeries. On y trouve une grande diversité d'espèces, végétales et animales, dont certaines sont protégées, comme le tamarinier, le karité, le néré et des animaux tels que les grands fauves (lions, panthères).

Le sous-sol de la commune renferme d'immenses richesses minières. Aussi un grand nombre d'autorisations d'exploration et de prospection ont été délivrées sur le territoire de la commune (or, bauxite, diamant, uranium, etc.). Elle va connaître un bouleversement majeur.

Les réserves en uranium sont estimées à environ 5 000 tonnes. À ce jour, quelque 500 forages de prospection (à une profondeur comprise entre 125 et 350 m) sur une longueur totale d'environ 75 km ont été réalisés à travers des forêts, des pâturages, des champs agricoles, sur des bassins versants, près des cours d'eau et des points d'approvisionnement en eau des populations locales, à proximité de leurs habitations. Les carottages sont effectués sans mesurer au préalable le niveau de la nappe phréatique, et à proximité des marigots et des puits des villageois, dont certains ont été souillés.

Une piste d'atterrissage côtoie l'école, le centre de santé, les habitations et le cimetière ; des forages sont effectués sur les espaces de vie, entraînant l'insécurité physique et la perturbation des activités des populations.

Au stade de l'exploration, le code minier malien ne fait aucune obligation aux sociétés minières d'en évaluer et mesurer l'impact sur l'environnement, les habitants, leur santé, leurs activités. De plus, il n'existe aucune réglementation spécifique à l'uranium. L'État ne possède ni les compétences techniques, ni les moyens pour effectuer un suivi de l'impact des forages.

Les conditions juridico-commerciales de l'exploration sont occultes, les contrats miniers ne sont pas publiés. Ni les élus, ni les organisations citoyennes, ni la presse n'y ont accès. Les sources de financement des projets miniers ne sont pas rendues publiques. Nous ne savons pas si la BEI, le FED, la Banque Mondiale ou le FMI sont impliqués dans le financement...

ARACF, 5-10-2011

(réunion de travail à l'Assemblée AC7-UE, extraits)

L'orpaillage ? un leurre Misons sur l'agriculture

Pour contrecarrer les sociétés minières qui sont en train de piller les richesses de notre sous-sol, et croyant défendre les intérêts du peuple, beaucoup de gens (et je pourrais dire la presque totalité dans ma région où l'orpaillage est comme une religion depuis une trentaine d'années) défendent l'orpaillage traditionnel en tant que source de revenus pour les habitants.

Moi aussi j'ai travaillé dans les placers [*gisements d'or*] pendant sept ans, alors je vais dire quelque chose de mon expérience personnelle.

Dans le dernier numéro du journal j'ai dit comment, à la fin de mes études, il fut décidé de m'envoyer en France pour aider ma famille et mon village ; comment sept ans d'économies familiales furent nécessaires pour mettre de côté l'argent du voyage.

Chez nous, l'année de travail se divise en deux : la saison des pluies (hivernage) et des récoltes, consacrée aux travaux des champs, de fin juin à fin novembre, et puis les sept mois d'hiver et de la saison sèche, consacrés à d'autres travaux ; justement, pour beaucoup d'agriculteurs, à l'orpaillage. Moi aussi, pour concourir à économiser l'argent de mon voyage, j'ai, durant sept mois et pendant sept ans, participé à la recherche et l'exploitation de l'or avec les autres jeunes du village (auparavant je fréquentais le lycée de Kayes, je ne pouvais pas). C'était (et c'est encore) un travail en commun, sous la conduite (si le nombre des participants est important) d'un *tomboloma*, organisateur du travail, et d'un *damantigui*, porte-parole de l'association des participants pour le respect des règles coutumières et les cérémonies collectives dans les placers.

Après coup, revenant en arrière par la pensée, je me dis : $7 \times 7 = 49$ mois, quatre ans de ma vie active jetés par les fenêtres. Tout ce travail d'esclave où je risquais ma vie (dans les placers on risque sa vie à longueur de journée) fut parfaitement inutile, seuls nos revenus agricoles couvrirent le prix du voyage.

C'est, dans un pays déjà très pauvre, le faible surplus de l'agriculture qui finance la recherche en propre de l'or par les villageois. L'orpaillage n'est pas seulement un travail dangereux et très pénible, mais le plus souvent un travail en pure perte. C'est comme le loto - notre loto local : très peu de gagnants, beaucoup de perdants. Les pertes sont très réelles : il y a les frais directs (comme l'essence pour aller chaque jour en molyette jusqu'aux placers, l'eau des camions-citernes pour le lavage de la terre aurifère, etc.) et puis il y a les « frais indirects », je veux dire les agents de l'État. Ceux-ci se postent aux bons endroits sur les pistes, les orpailleurs ne peuvent passer qu'après paiement d'une « taxe ».

Même les villageois qui arrivent à amasser assez d'or pour rentrer dans leurs débours, ce ne sont pas eux, avec leurs pauvres gains, les gagnants, les gagnants sont ailleurs. D'abord les petits acheteurs locaux (voire de petits patrons qui exploitent le travail des enfants pour deux sous [*l'ONU estime à des centaines de milliers les enfants travaillant dans l'orpaillage en Afrique de l'Ouest*]). Toute l'activité de ces acheteurs consiste à attendre que les orpailleurs leur apportent leur or, puis, quand ils en ont acheté assez, ils vont à Bamako. Il paraît que dans la capitale il y a quelques gros acheteurs chapeautés par un plus gros, qui seul peut l'exporter : il rachète tout cet or fruit de l'orpaillage et l'envoie en Europe [*le plus souvent en Suisse, illégalement*].

À ce ravage social qui n'épargne pas les enfants (et surtout les fillettes obligées de quitter l'école pour la garde des tout petits sur les placers), il faut ajouter le ravage environnemental : la

terre des excavations. Dans les placers, les puits creusés atteignent la couche d'argile, une dizaine de mètres au moins dans notre commune, mais ailleurs 30, voire 50 mètres ; des galeries horizontales relient ces puits. Toute cette terre infertile produite par ce travail de taupes est abandonnée sur la couche de terreau (40/50 centimètres) et finit par l'étouffer, par la rendre stérile à son tour ; ainsi elle contribue à la désertification d'une région autrement fertile, qu'il faudrait préserver de toutes nos forces. Depuis une vingtaine d'années, il s'y ajoute l'énorme quantité de terre contaminée rejetée par les mines industrielles à ciel ouvert. La catastrophe écologique et sociale se dessine, ce n'est que la grande fertilité de notre terre qui peut nous sauver.

UN DÉVELOPPEMENT AGRICOLE ÉQUILIBRÉ ET COLLECTIF

Autant qu'il m'en souvienne, tout le monde mangeait à sa faim quand j'étais petit. La production des champs, exploités sur une base largement collective, au niveau de chaque village, suffisait : non seulement elle nous assurait l'autosuffisance alimentaire, mais encore un surplus en argent pour payer les taxes à l'État et les biens qu'il fallait acheter.

Aujourd'hui encore, dans nos villages, on ignore pratiquement la propriété privée de la terre. Chaque famille choisit de son propre chef l'endroit où faire les semailles, après abattage des arbres et brûlis. (Le *dougoutigui*, chef de village, n'intervient que pour mettre la paix s'il y a un litige, en appelant, s'il le faut, les hommes pour la « palabre », l'assemblée coutumière du village.) À la récolte, par contre, le travail est collectif. Tout le village, parfois plusieurs villages, toutes les familles, les jeunes surtout, y participent à la fois, un champ après l'autre, à tour de rôle. À la fin, il y a une grande fête champêtre, la *fête de la jeunesse*, en l'honneur de tous les participants à la récolte et notamment des jeunes.

Dans la période coloniale et dans les premières années de l'indépendance (je tiens cela de mon grand-père et de mon père), l'État était le principal acquéreur (aux fins de commercialisation) de l'arachide, notre culture vivrière par excellence. En 1976 le commerce en a été libéralisé, les prix ont chuté, un appauvrissement général s'en est suivi. Il y a là, je crois, une des raisons majeures à l'origine de l'extension de la pratique de l'orpaillage dans les années 1980, de l'apparition d'une sorte de « fièvre de l'or » dans les villages, de l'abandon des champs. C'est à partir de là que sont nés les problèmes de misère qui continuent de nous tenailler. Je ne voudrais pas avoir l'air de faire l'éloge du bon vieux temps passé, mais il faut que les gens comprennent que les conditions actuelles ont aussi des causes internes, qu'elles ne sont pas seulement un fléau venant de l'extérieur.

Le développement humain de notre région pourra se faire sur la base de sa fertilité naturelle, du travail de sa population, sur le fondement social hérité de notre histoire. Ce que je crains, ce que je vois s'annoncer, c'est au contraire l'achèvement de l'expropriation de la terre des populations paysannes, à la fois par un État qui octroie à des privés toute sorte de concessions sans demander l'avis des possesseurs naturels, les villages, soit par des privés qui s'enrichissent aux dépens des misères publiques.

Ce qu'il nous faut, c'est un développement équilibré de l'agriculture. L'État doit veiller à ce que le crédit aille non à l'enrichissement des privés et à la propriété privée, favorisant du coup un surcroît d'inégalités, mais au travail collectif, favorisant le bien-être social des villages sur un pied d'égalité. Pour conserver aujourd'hui à l'environnement l'équilibre entre habitat naturel et habitat humain, hérité des siècles au cours desquels notre culture malinké s'est formée, il nous faut certes une agriculture développée (modérément mécanisée), mais surtout pas destructive.